

2. Propagation du mouvement

Pour faire admettre la diminution de la population, l'arrêt du développement industriel et scientifique à une population qui jouissait des bienfaits des Trente glorieuses, il fallait induire un comportement culturel irrationnel. C'est sur la base de ces considérations que, à partir des années 50 et de façon parallèle à la naissance de la «culture rock», les précurseurs de l'écologisme ont promu les «drogues récréatives» comme nouveau mode de connaissance devant aller de pair avec la «révolution sexuelle». La culture rationnelle, de type judéo-chrétienne, devait être combattue avec ce qu'ils appelaient la contreculture. Celle-ci proclamait l'avènement d'un nouvel âge — l'âge du Verseau (popularisé par la comédie musicale *Hair*) — reposant sur l'hédonisme (la recherche du plaisir immédiat), qui devait supplanter l'âge du Poisson (l'ère du Christ).

Aldous Huxley, le frère de Julian, est la figure la plus marquante de ce projet, en particulier à cause de son rôle dans le fameux projet MK-Ultra des services secrets américains et britanniques, consistant à diffuser le LSD dans une population étudiante encore naïve et à en contrôler les effets. (Sur toute l'histoire de MK-Ultra, voir Gordon Thomas, *Enquête sur les manipulations mentales*, Albin Michel, 1989). Même s'il fut partiellement appliqué (on procéda notamment à la distribution gratuite de LSD au cours des concerts de rock organisés sur les campus), ce projet n'atteint jamais son ambition : le contrôle mental de la population, sorte de réplique de 1984 de George Orwell. C'était le vieux fantasme de stratèges anglais tels que Russell ou Herbert G. Wells.

Dans son livre *L'Amérique dans l'ère technétronique* (1967), Zbigniew Brzezinski analyse la transformation de la société américaine, «de plus en plus dissemblable de ses antécédents industriels», une société «technétronique» qui pourrait facilement devenir une «dictature technétronique». Cette société se caractérise par la révolution de l'information, par la cybernétique et par la substitution de la «concentration sur le divertissement» à «l'orientation vers les conquêtes». Ces divertissements sont essentiellement basés sur «les spectacles (sports de masse et télévision) qui fournissent une drogue à une masse toujours plus dépourvue d'objectifs». Il continue :

«L'Amérique et l'Europe ne sont plus dans la même ère historique. Ce qui rend l'Amérique unique à notre époque et qui en fait la première société qui teste le futur, (...) c'est l'art pop et le LSD. (...) Aujourd'hui, l'Amérique est la société créative, alors que les autres, consciemment ou non, ne font que la copier.»

En 1974, lors d'une réunion de l'IUCN, Raymond Dasmann fit un bilan de la «communauté de point de vue» entre la contreculture et le mouvement écologiste, faisant en particulier l'éloge du rôle joué par les propagandistes en faveur de la consommation de drogue, tels qu'Aldous Huxley, Humphrey Osmond ou Timothy Leary. Dans son discours à la conférence, on peut lire l'éloge «de l'élément positif des psychodrogues, qui ont ouvert nos sens à d'autres niveaux de

réalité, en contradiction complète avec la vision du monde médiée par la science et manipulée par la technologie».

Autrement dit, la drogue est la façon de s'échapper de l'horrible rationalité. La même position fut soutenue ensuite, de façon plus «objective» par de nombreux responsables écologistes.

Adriano Buzzati Traverso, dirigeant du Club de Rome, vice-président de l'Unesco et futur président de la SEC, faisait ardemment propagande pour la marijuana, selon lui moins toxique que l'alcool et sans aucun effet sur le cerveau ou le foie. Dans le programme des Verts européens, la légalisation de la marijuana figure depuis longtemps en bonne place. Lors des élections européennes de 1999, Jean-Pierre Galland, président d'un fumeux «Collectif d'information et de recherche cannabique», figurait à la 26ème place sur la liste des Verts. Daniel Cohn-Bendit, tête de liste des Verts, déclarait lors d'un meeting parisien pour cette campagne : «Si nous disons, 'le cannabis ça fait pas mal et c'est agréable', c'est que nous disons la vérité.» Et d'inciter le ministre de l'Intérieur à essayer.

Cette recherche du plaisir immédiat est toujours présentée comme une libération par rapport aux «valeurs oppressantes» de la société occidentale. En avril 1982, Daniel Cohn-Bendit participait à l'émission télévisée *Apostrophe* pour présenter un livre allemand sur les «communautés alternatives», étant, suivant ses propres dires, sous l'emprise d'un gâteau au haschisch. Devant un Bernard Pivot médusé, il confessait :

«La sexualité d'un gosse est absolument fantastique. Faut être honnête, sérieux... un p'tit gosse... Moi, j'ai travaillé avec des tout-petits et avec des gosses qui avaient entre quatre et six ans. Quand une petite fille de cinq ans, cinq ans et demi commence à vous déshabiller, c'est fantastique. C'est fantastique parce que c'est un jeu éroticomaniac. On retrouve des choses. On retrouve des choses, on trouve des sentiments. On comprend que tout ce monde de l'enfance, tel que le décrivent surtout les religieux, les catholiques, ça c'est vraiment la répression.» (Les points de suspension correspondent aux hésitations de Daniel Cohn-Bendit.)

La citation est caractéristique de la vision du monde nombriliste de l'écologie, avec la priorité donnée aux «sentiments». Toute loi morale venant rappeler le respect de l'autre est qualifiée de fasciste.

Les Amis de la Terre entrent en scène

Le début de la phase de propagation de masse du mouvement écologiste, dans le milieu des années 60, s'accompagne de la création du premier noyau qui en deviendra la composante extrémiste. En 1969, Robert Anderson, président de l'Institut Aspen et d'ARCO, offre 200 000 dollars à David Brower comme base de départ de la création d'un nouveau mouvement radical : les Amis de la Terre (AT). Brower avait été écarté du Sierra Club, l'une des principales sociétés naturalistes américaines, pour avoir gaspillé de l'argent sur des projets écologiques insignifiants. Cette fois, il allait avoir plus de succès.

La plus grande partie des premiers dirigeants des AT venaient des Jeunes fédéralistes mondiaux et des Citoyens planétaires, deux organisations fondées après-guerre par Robert Hutchins, le mentor d'Anderson, et ses amis anglais Russell et Aldous Huxley. Norman Collins, président honoraire des jeunes fédéralistes mondiaux et membre de l'Aspen, figurait dans le Conseil des AT, aux côtés d'Aurelio Peccei et de Maurice Strong. Sacré patronage pour une organi-

sation écologiste qui va rassemblé des milliers de jeunes contestataires croyant lutter «contre la société» : deux P-DG de sociétés pétrolières et un haut responsable de l'OTAN !

Le siège des AT est installé à Londres, où fut organisée en 1971 la première manifestation mondiale contre les centrales nucléaires. A Pâques de la même année, les AT vont protester devant l'ambassade française à Londres contre la centrale de Fessenheim. C'est le début d'une série incalculable de manifestations, qui seront parfois très violentes.

Toujours en 1971, les AT passent un accord avec la revue anglaise *The Ecologist*, qui portait le sous-titre de «Revue de l'ère postindustrielle». Fondée par Teddy Goldsmith, elle allait vite devenir la «bible» des écologistes anglophones européens. De cette collaboration naîtra le premier manifeste du mouvement écologiste mondial, *Blueprint for Survival* (Projet pour la survie), qui reçut l'éloge public de Julian Huxley et de nombreux membres du Club de Rome.

Amory Lovins, dirigeant des AT anglais, avait quitté sa patrie américaine par amour de l'Angleterre mais avait maintenu des contacts à très haut niveau aux Etats-Unis. En 1976, il put ainsi publier un article sur l'énergie dans la prestigieuse revue du Council on Foreign Relations (CFR), *Foreign Affairs*. Lovins pris également part au projet du CFR — *Projet pour les années 80* — qui allait devenir la bible de l'administration Carter, comme nous allons le voir par la suite. En 1978, il fut invité avec les dirigeants du Club de Rome à un séminaire de l'Institut Aspen, pour analyser l'évolution passée du mouvement écologiste.

En 1972, les AT sont accrédités auprès de l'Onu comme ONG (organisation non gouvernementale), ce qui va leur permettre de jouer un rôle fondamental à la conférence de l'Onu sur l'environnement, qui se tient en juin de la même année à Stockholm. Le rapport final de cette conférence considère que «les fondements de la civilisation industrielle et urbaine se trouvent remis en cause» et appelle à «une redéfinition des projets de civilisation propres à chaque pays». On est donc très loin des problèmes techniques de la nature ; il s'agit de ce que le Club de Rome appelle pompeusement «la première révolution globale».

Cette conférence de l'Onu n'était pas tombée du ciel. Au printemps 1969, Joseph Slater, ancien directeur des programmes de la Fondation Ford, avait succédé à Robert Anderson à la présidence de l'Aspen. Il appela immédiatement à ses côtés Thomas Wilson et le mit à la tête d'une nouvelle section intitulée «Programme d'action ajustée sur l'environnement et la qualité de la vie». Wilson était un vieux routier qui avait travaillé au département d'Etat sous Kennedy et Johnson. Son travail visait à créer le mouvement écologiste international et aboutit à la publication d'un livre, *L'environnement, une vision trop petite*. C'est sur cette base programmatique que Slater prit contact avec l'ambassadeur suédois à l'Onu pour lancer l'idée d'une conférence mondiale sur l'environnement. En 1970, l'idée fut approuvée à l'assemblée générale de l'Onu, après de nombreuses pressions sur les délégations du tiers monde, qui avaient flairé le danger. Maurice Strong fut nommé secrétaire général de cette conférence et nomma immédiatement Wilson comme assistant pour préparer l'événement.

Pour soutenir cette opération, Joseph Slater avait lancé une autre organisation écolo-malthusienne, qui jouera un rôle important dans les années 70-80, l'International Institute for Environmental Affairs (IIEA), présidé par lady Jackson (alias Barbara Ward). Thomas Wilson en sera l'un des deux directeurs. Et parmi les membres fondateurs, les éternels Robert Anderson, Maurice Strong, Robert McNamara, auxquels on a adjoint des figures britanniques telles que Roy Jenkins, du parti travailliste anglais.

L'IIEA obtint un gros soutien de la Fondation Ford et de la Banque mondiale pour un projet écologiste qui allait aboutir à un livre, *Une seule Terre*, co-écrit

par René Dubos et Lady Jackson. Publié en quinze langues, ce livre contribua à créer un environnement favorable à la conférence de Stockholm.

Celle-ci fut fondamentale pour donner à la thématique écologiste une légitimité qui n'existait pas jusqu'alors. C'est après 1972 que vont être créés la plupart des ministères de l'environnement. Le ministère français, l'un des premiers au monde, sera créé par Georges Pompidou. Autre conséquence importante, la création du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Maurice Strong, secrétaire général de la conférence de Stockholm en est le premier directeur. Avec un budget annuel de quelque 30 millions de dollars, le PNUE va jouer un grand rôle d'intermédiaire entre les ONG (l'UICN, le WWF ou Greenpeace) et les gouvernements. Il va efficacement relayer les exigences des premières en les habillant d'un semblant de légitimité scientifique.

Etats-Unis : la marche vers le pouvoir

Le 22 avril 1970, des milliers d'étudiants américains descendent dans la rue pour protester contre la «destruction de l'environnement» : c'est le premier «Jour de la Terre», dont les préparatifs furent financés par Robert Anderson, sur son argent personnel. Dennis Hayes, professeur à l'université de Stanford et futur expert du Worldwatch Institute de Lester Brown, s'exprimait ainsi ce jour-là, dans les colonnes du *New York Times* :

«Le 22 avril est un instrument (...) [pour] repousser l'idée stupide que «plus grand» soit mieux, que «plus vite» soit mieux, que le monde est sans limites, Amen. Cela n'a jamais été vrai. C'est la présomption de l'autorité de l'homme sur la nature et sur les lois de la nature. Au lieu de rechercher l'harmonie, l'homme a cherché à soumettre le monde entier. Les conséquences commencent à se faire sentir et nous n'avons plus beaucoup de temps à notre disposition.»

Peu de mois après, un Congrès américain ignorant et naïf adoptait une nouvelle loi, le National Environment Policy Act (NEPA), qui allait donner naissance à la fameuse Environment Protection Agency (EPA). Elle était écrite par Lyndon Caldwell, un disciple du malthusien fanatique Paul Ehrlich, qui dit après coup :

«La NEPA implique une grande modification, et à terme une inversion des priorités dans la politique économique de la nation. (...) Il me semble que le Congrès n'avait pas prévu les effets destructeurs qu'elle aurait sur l'économie traditionnelle.»

Et de fait, en exploitant la nouvelle loi et en créant à partir de rien un lobby écologiste, les élites malthusiennes américaines réussirent en peu d'années à opérer une profonde transformation. Entre autre choses, la NEPA a permis de bloquer le programme nucléaire américain. De 1970 à 1979, à cause de la guerre d'usure basée sur les procédures juridiques chères à la NEPA, le temps moyen de construction d'une centrale nucléaire passait de moins de quatre années à plus de neuf. Au début des années 80, la part du nucléaire dans la consommation électrique nationale aurait dû être de 22% ; ce fut à peine 13%. Le chien de garde qui devait contrôler l'application des nouveaux règlements fixés par la NEPA et exploiter toutes les chicanes juridiques possibles fut le Natural Resources Defense Fund (NRDF) fondé en 1970.

Dès 1971, grâce à un juge de Boston, le NRDF obtenait sa première grande victoire : la Commission américaine à l'énergie atomique (AEC), qui concédait

au nom du gouvernement les licences d'exploitation et de construction de centrales nucléaires, devait désormais tenir compte de «l'impact sur l'environnement et sur le milieu» avant de donner son accord à une nouvelle implantation. La même année, James Schlesinger fut nommé à la tête de l'AEC. Neuf jours après sa nomination, il décidait que l'AEC ne ferait pas appel contre la décision de justice de Boston. Faire une étude d'impact semble légitime, mais il faut bien voir que la décision ouvrait une boîte de Pandore permettant aux groupements écologistes de contester à plusieurs reprises les termes et la nature de cette étude. Du fait de cette décision juridique, 93 réacteurs furent soit annulés soit ajournés, soit encore contraints à opérer au minimum de leur capacité. Depuis 1979, pas un seul nouveau projet de centrale nucléaire n'a été lancé aux Etats-Unis. Un an après cette décision, la Fondation Ford lançait en 1972 un projet doté de 4 millions de dollars destiné à prouver que l'énergie nucléaire était dangereuse et non rentable. C'est dans la même fondation que furent élaborés les premiers rapports sur le risque de terrorisme nucléaire.

Jimmy Carter : de l'Unfinished Agenda à Global 2000

En 1975, le Rockefeller Brothers Fund lança un projet intitulé Environment Agenda Taskforce. Dirigé par Gerald Barney, il avait pour tâche de rassembler tout le mouvement écologiste américain dans le but de préparer un «rapport de consensus» du mouvement sur les objectifs des dix prochaines années. Ce groupe de travail des Rockefeller coïncidait avec le lancement d'un autre projet, celui du *Projet pour les années 80* du Council on Foreign Relations. L'idée était de proposer une série d'initiatives économiques et financières face à l'aggravation de la crise économique internationale. Sa stratégie peut se résumer en une phrase choc que l'on trouve dans le rapport : «La désintégration contrôlée de l'économie mondiale». Le *Projet pour les années 80* allait devenir la politique gouvernementale lorsque ses auteurs furent nommés dans l'administration Carter. Zbigniew Brzezinski à la tête du Conseil de sécurité nationale, Cyrus Vance, qui proposait «un nouvel ordre mondial basé sur l'écologie» au département d'Etat, et enfin Paul Volcker, gouverneur de la Réserve fédérale.

Les recommandations du *Projet pour les années 80* recoupaient parfaitement celles du groupe Rockefeller : réduire la population mondiale à 2 milliards de personnes pour la fin du XXème siècle. Les treize membres de ce dernier groupe consultèrent les représentants des principales organisations écologistes américaines ainsi que soixante-douze «experts écologistes». En 1977, le groupe aboutissait à la publication de ses conclusions, titrées *The Unfinished Agenda*, et formulaient les requêtes suivantes :

- Définir un objectif national pour la réduction de la population ;
 - Encourager la stérilisation dans le tiers monde ;
 - Restreindre sévèrement l'immigration aux Etats-Unis ;
 - Lier toute forme d'aide à un pays tiers à la condition que le taux de natalité ne dépasse pas celui de la mortalité ;
 - Réduire la productivité de l'agriculture américaine ;
 - Renoncer aux intrants chimiques en agriculture (engrais et pesticides) ;
 - Abandonner la fission nucléaire comme source d'énergie ;
 - Limiter l'augmentation de la consommation d'électricité ;
 - Réduire les projets d'expansion du réseau autoroutier.
- Le fait que les auteurs s'intéressaient davantage à un changement en profon-

deur des valeurs de notre société qu'à la «rareté des ressources» émerge de la conclusion du rapport, sous la plume de Gerald Barney :

«La transition de l'abondance à l'austérité requiert un changement de valeurs en profondeur. Dans l'abondance, les intérêts personnels et l'individualisme sont la clef du succès et de la croissance. Dans l'austérité, les valeurs nécessaires à la survie sont paradoxales : il est dans l'intérêt de chaque individu de mettre l'intérêt de la société au-dessus du sien propre ; la survie et la stabilité sont à ce prix. Nous vivons dans le milieu commun de la planète et nous faisons maintenant l'expérience du passage de l'abondance à l'austérité. Le défi immédiat qui est devant nous ne réside pas dans les limites physiques de la croissance, mais plutôt dans la transformation à grande échelle des valeurs humaines.»

Lors de son inauguration en janvier 1977, Jimmy Carter présenta James Schlesinger comme le «tsar de l'énergie» de son administration, chargé de coordonner toutes les politiques de l'énergie et de l'environnement. Peu après, Carter créa d'ailleurs le département de l'Energie, qui sera dirigé par Schlesinger. Mais dès janvier, ce dernier entamait une série de rencontres avec les dirigeants écologistes comme Dean Abrahamson, Gustave Speth, du NRDF, Jil Kubie, de l'Environment Research Center, pour coordonner les activités de l'administration et des mouvements concernés.

En février 1977, le conseiller en politique intérieure du président, Stuart Eizenstatt, fut invité à l'ultime réunion du groupe qui venait de publier l'Unfinished Agenda. Il commença son intervention en assurant ses auditeurs qu'à la fin du premier mandat de Carter, l'Agenda serait effectif. Et de fait, en avril, lorsque l'administration Carter rendit public son plan énergétique, on découvrit en effet que c'était une copie conforme de l'Agenda.

Le 3 mai 1978, la collaboration entre le gouvernement et les divers mouvements écologistes se renforça au cours de la manifestation du Jour du Soleil, réplique du Jour de la Terre. Des centaines de milliers de personnes célébrèrent ce nouveau culte solaire, soutenu et appuyé par l'administration.

En 1979, le président Carter commandait une étude qui allait devenir internationalement connue sous le nom de *Global 2000*. Coordonnée par le secrétaire d'Etat Cyrus Vance et le conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski, un groupe de travail se mettait en place ; il regroupait le Bureau pour les océans, l'environnement international et les questions scientifiques du département d'Etat et le Conseil pour la qualité de l'environnement de la Maison Blanche. Le coordinateur du projet était Gus Speth, du NRDF, et le directeur en était Gerald Barney.

Peu de temps après, le rapport de la Commission Nord-Sud de l'Internationale socialiste paraissait, reprenant mot à mot les recommandations programmatiques de *Global 2000* : contrôle des naissances, technologies «appropriées» pour le tiers monde, économies et restrictions énergétiques, etc. Malgré le changement d'administration en 1980, il n'y eut pas d'inversion réelle de cette tendance dans la technocratie américaine, qui y reste hégémonique depuis lors.

L'internationale verte

La conférence de Toronto organisée en juillet 1980 tentait de consolider toutes ces avancées du malthusianisme. 6 000 participants de 45 pays prirent part à la «première conférence globale sur le futur». Le discours inaugural, inti-

tulé «Penser globalement, agir localement» fut prononcé par Maurice Strong, après qu'un message de la reine d'Angleterre eut été lu. Enchanté par les résultats obtenus lors des quinze dernières années, le pétro-financier canadien saluait «les effets combinés du régionalisme et de la pensée globale» (...) qui affaiblissent irrémédiablement le rôle de l'Etat-nation comme système de gouvernement».

Pendant la conférence, l'écologiste autrichien Robert Jungk, animateur de la Nouvelle Droite, lança un appel à la création d'une «nouvelle internationale, dont les buts seront différents de ceux poursuivis par l'internationale socialiste», l'internationale verte : pacifistes, alternatifs, punks, autonomistes, terroristes, etc. Cette conférence fut entre autres financée par IBM Canada, Royal Bank of Canada, Sun Life Insurance et Rank Xerox. Cette collaboration entre les cercles du capitalisme financier (à l'opposé du capitalisme industriel) et les milieux écologistes a été constante. Nous avons déjà vu le rôle fondamental joué par les fondations de certains groupes industriels dans le financement de divers projets : la Fondation Ford, mais aussi les fondations Volkswagen ou Agnelli (Fiat) pour le Club de Rome. Ces fondations, dont on pourrait penser *a priori* qu'elles aideraient plutôt les intérêts du capitalisme industriel, sont souvent contrôlées par les *fundi*, représentants de l'ancienne oligarchie terrienne et de la rente financière.

En fait, la Conférence de Toronto ne faisait qu'entériner un processus déjà abouti : c'est dès 1977 que commençaient les premières manifestations violentes contre les centrales nucléaires : Seabrook aux Etats-Unis, Creys-Malville en France, Brokdorf en Allemagne. En 1980, le monde industrialisé était déjà envahi par des armées de cette «internationale verte», armées composées de jeunes profondément marqués par le pessimisme culturel propagé par leurs aînés. L'un des slogans les plus connus des Verts allemands était : «Ich habe Angst» («J'ai peur»). Dans son livre *Cent pages pour l'avenir*, Aurelio Peccei dresse le bilan :

«Ces groupes [écologistes] sont devenus innombrables. Ils sont nés séparément, sur différents fronts et avec des objectifs séparés. Ce sont le mouvement pour la paix, pour la libération de la femme, le soutien aux minorités, le contrôle des naissances, les mouvements de libération nationale, de défense des droits civiques et humains ; les apôtres de la technologie à visage humain et de l'humanisation des postes de travail ; les travailleurs sociaux et les militants pour un changement social ; les écologistes, les amis de la nature et des animaux, les contestataires non-violents, les objecteurs de conscience, etc. (...) C'est une espèce d'armée populaire, active et potentielle. (...) Un jour, il faudra trouver les moyens de consolider leurs forces éparpillées et de les diriger contre des objectifs stratégiques.»

Entre-temps, Peccei a disparu, mais son armée populaire est restée et sa puissance est redoutable : capable d'arrêter de grands projets industriels ou scientifiques, de faire tomber des gouvernements, ayant le soutien des plus grands médias (de *CNN* au *Monde*), elle est aujourd'hui arrivée à la réalité du pouvoir : Joschka Fischer, l'ancien squatter et ami des terroristes de la Rote Armee Fraktion, est ministre des Affaires étrangères du plus puissant pays d'Europe. Dominique Voynet a pris en main l'aménagement du territoire en France. Et l'ancien président de Greenpeace-France, Olivier Deleuze, est secrétaire d'Etat à l'énergie en Belgique.

De la bombe au projet de loi, un partage du travail

«J'ai fondé les Amis de la Terre pour faire paraître le Sierra Club raisonnable. Ensuite, j'ai fondé le Earth Island Institute pour faire paraître les Amis de la Terre raisonnables. Aujourd'hui, c'est le groupe Earth First! qui nous fait paraître raisonnables. Maintenant nous attendons ce qui pourrait venir et faire paraître Earth First! raisonnable.»

Celui qui s'exprime ainsi en août 1992, n'est autre que David Brower qui ayant alors l'âge de 77 ans, pouvait être considéré comme l'un des pères du mouvement écologiste américain. C'est d'ailleurs du respectable Sierra Club que viennent également les fondateurs de Greenpeace et de Earth First!

Que signifie ce genre de déclarations ? Qu'il existe au sein du mouvement écologiste international un certain «partage du travail» entre, d'une part, les groupes dit «raisonnables» qui tels que le Sierra Club ou le WWF vont intervenir directement au niveau des institutions, des lois, des gouvernements pour empêcher, par exemple, que des travaux puissent avoir lieu sur telle région dans laquelle ils prétendent protéger la faune et la flore ; et, d'autre part, les groupes dits «extrémistes» tels que Earth First! (qui ne s'attaque officiellement qu'à du matériel) ou ALF (qui s'attaque à des personnes) qui poursuivent finalement les mêmes buts que les précédents. Chaque groupe écologiste joue souvent le rôle de «tremplin» vers un autre groupe plus radical et il y a de fait une étroite collaboration entre eux.

Nous ne voulons pas dire par là que tout le mouvement vert est machiavéliquement dirigé par un petit groupe, se servant de telle ou telle organisation selon ses besoins. Bien sûr, il y a une certaine autonomie de pensée et d'action entre ces organisations différentes. Il peut même y avoir des combats de factions très durs. Par exemple, le fondateur de Robin des Bois, Jacky Bonnemains a été exclu de Greenpeace et n'hésite pas à attaquer la corruption des dirigeants de la multinationale verte : «Ils sont tous pourris jusqu'à l'os. C'est foutu !» ; mais ceci ne signifie pas que les deux organisations ne s'entendent pas sur des actions communes...

Le point sur lequel nous voulons insister, c'est que si l'on veut comprendre le mouvement écologiste international, il faut le considérer comme un tout qui a une «logique» interne et un but global — la fin de la société industrielle — et pas simplement comme la somme d'une multitude d'organisations concurrentes. Car, en fait, si l'on place à l'une des extrémités de la chaîne, les oligarques qui ont créé le Club de Rome, et à l'autre bout le tueur «isolé» Unabomber, qu'y a-t-il de commun entre tous ces acteurs ? Le simple fait que lorsque les premiers vont dire que «l'homme est un cancer pour la planète», ils façonnent l'environnement culturel d'où est issu le second.

Si l'on considère à titre d'exemple deux groupes tels que le WWF et Greenpeace, *a priori* tout semble les séparer : Greenpeace cultive l'image d'un groupe de combattants, ennemi juré du monde de l'industrie. Le WWF au contraire est dirigé par des «gentlemen» élégants pour qui recevoir des subventions de la part d'un industriel ne pose pas de problème particulier.

Cependant, non seulement Greenpeace n'est pas gêné pour recevoir des fonds de la part du WWF, mais la collaboration entre les deux est suffisamment étroite pour que Greenpeace International ait un lien sur son site Internet avec celui du WWF à la page des sites amis. En France, leur collaboration a été particulièrement étroite dans le collectif SOS-Loire vivante ; en Suisse, elle a

été aussi très vivace dans l'organisation des Européens contre Superphénix. En Angleterre, une source proche du prince Philip, nous a déclaré en 1995 au moment de la campagne internationale contre les essais nucléaires français (voir ci-dessous), que le WWF, Greenpeace et les Amis de la Terre avaient développé «un triple jeu intéressant». Le WWF, a-t-il noté, «travaille au niveau du gouvernement et des entreprises». Dans le cas où les représentants du gouvernement et des entreprises renâclent à lancer des réformes «écologiques», les responsables du WWF avertissent subtilement que cela pourrait provoquer des manifestations des Amis de la Terre :

«Et si cela ne marche pas, les gens du WWF font savoir que Greenpeace pourrait faire une action spectaculaire. (...) Le WWF est capable de faire savoir que, si les choses bougent trop lentement sur certains sujets, il pourrait être "suggéré" à Greenpeace qu'il est nécessaire d'augmenter la pression.»

Quant au consort royal, cette source a déclaré :

«Le prince Philip aime l'action dramatique, c'est un homme d'action lui-même, il aime donc beaucoup l'orientation de l'action vers Greenpeace.»

Vers une religion écologiste

Au début des années 70, la campagne lancée par le Club de Rome sur la raréfaction des ressources battait son plein. Cependant, il ne suffirait que de quelques années pour prouver scientifiquement que ces prévisions pessimistes étaient totalement fausses. Dans ce cas le mouvement écologiste international aurait risqué de s'éteindre de lui même faute d'une assise «culturelle» suffisamment solide : la peur de la raréfaction des ressources ne pouvant pas jouer ce rôle très longtemps. Cependant la «brèche» ouverte par le Club de Rome avait suffisamment effrayé l'opinion publique pour que s'y engouffre l'irrationnel qui accompagne la peur. Cette peur ayant rendu suspecte la science et sa «prétention de résoudre les problèmes de l'humanité», il fallait du point de vue des malthusiens mettre quelque chose pour combler le vide laissé par la science. La contreculture rock-sexe-drogue visant la jeunesse de l'époque avait contribué en partie à ce changement de paradigme culturel. Une autre attaque touchant plus immédiatement les élites de la société en vue de créer un mouvement de masse fut alors lancée contre la religion. Cette attaque qui cherchait à provoquer un sentiment de culpabilité dans la population («vous avez trop consommé, maintenant vous devez faire pénitence»), visait essentiellement à créer une religion de substitution.

James Lovelock et le culte de Gaïa

Parmi ceux qui ont contribué à la création de ce genre de religions figurent un certain nombre de personnalités ayant acquis une renommée dans le domaine scientifique. On y trouve l'anthropologue Margaret Mead, et surtout, le chimiste britannique James Lovelock, père de l'«hypothèse Gaïa». Ce nom vient de l'ancienne déesse grecque et signifie la «Mère Terre». Lovelock reprend en fait l'idée du savant russe Vernadsky — le véritable père de la notion de bios-

phère — mais qu'il dénature complètement. Selon Vernadsky, l'ensemble de la biosphère doit être considéré comme un tout. Cependant, la principale caractéristique de la vie c'est son développement permanent ; dans une telle perspective, la conquête spatiale et l'action de l'homme sur son environnement pour rendre des déserts habitables sont donc des activités cohérentes avec le développement de la nature. Par contre, chez Lovelock, la notion de biosphère devient prétexte à des thèses malthusiennes.

Au cours d'une interview dans *Orion Nature Quaterly* (Hiver, 1989), Lovelock s'explique :

« Nous savons que la proportion d'oxygène est restée relativement constante sur la Terre pendant des centaines de millions d'années. Donc, puisqu'aucun processus physique ou chimique ne permet aux niveaux d'oxygène de rester constant, il doit y avoir quelque chose qui régule. (...) Une chose qui frappe en Irlande, c'est le nombre d'autels à la Vierge Marie. Ces autels sont merveilleusement décorés, ils sont peints de couleurs vives et toujours entourés de brassées de fleurs fraîches. A l'inverse, les églises sont des endroits poussiéreux plutôt horribles. Peut être que les gens qui prient auprès de ces autels ne pensent pas seulement à la Vierge chrétienne, mais à une vierge plus ancienne, Gaïa, la mère de la Terre. Après tout, cela concorde merveilleusement bien : Gaïa est à tout point de vue immortelle. Elle a vécu 3 500 millions d'années, ce qui est déjà plus que quelques étoiles, et elle semble bien partie pour vivre encore pendant une période de temps d'amplitude stellaire. Elle est la source éternelle de la vie. Elle est certainement vierge, elle n'a pas besoin de se reproduire puisqu'elle est immortelle. Elle est notre mère à tous dans un certain sens y compris de Jésus ».

Lorsqu'il est ensuite question de la relation de l'homme à la nature, Lovelock écrit dans son livre, *The Ages of Gaïa* :

« Gaïa, telle que je la vois, n'est ni une mère tolérante, ni une demoiselle fragile et délicate mise en danger par l'humanité. Elle est directe et dure, gardant le monde chaud et confortable pour ceux qui obéissent aux lois, mais impitoyable pour ceux qui les transgressent. Son but inconscient est de garder une planète adaptée à la vie. Si les humains s'y opposent, ils seront éliminés avec aussi peu de pitié qu'on en trouverait dans le cerveau électronique d'un missile intercontinental arrivant sur sa cible. Gaïa n'est pas antihumaine, mais elle n'hésitera pas à nous remplacer par une espèce plus respectueuse de l'environnement si nous continuons comme cela. Cela dépend de vous et de moi. Si nous considérons le monde comme un organisme vivant dont nous ne sommes qu'une petite partie, et non des propriétaires, ni même les gérants, notre espèce pourrait survivre pendant la durée qui lui a été allouée ».

Lovelock, qui aime se décrire comme un scientifique calme et isolé, appartient à une curieuse organisation nommée « Lindisfarne » et fondée par Margaret Mead. D'après ses propres dires, il s'agit d'une « communauté de penseurs affiliée à Saint-John the Divine à New York ». « On y trouve des prêtres, des économistes, des écologistes qui intègrent mon idée dans leur philosophie ». La cathédrale sert en fait de quartier général au Temple de la Compréhension, un projet religieux du nouvel âge affilié aux Nations unies et qui colporte toutes les variétés possibles de « religions » néopaiennes, sataniques ou lucifériennes. Associée à la cathédrale on trouve également une organisation appelée « Institut Gaïa » dont le but est la création de sectes consacrées à la déesse Mère. Au cours d'une interview au magazine scientifique *21st Century*, Priscilla Peterson, directrice du Temple de la Compréhension a déclaré que, dans le contexte de la bataille écologique pour sauver la planète, l'Institut Gaïa cherche à créer une nouvelle religion autour d'une déesse : « Beaucoup disent que la tradition reli-

gieuse dominante en Europe, le christianisme, est responsable de la dégradation de la nature».

Les églises, courroies de transmission

Les idées de Lovelock sur la religion ont trouvé de l'écho en particulier auprès de Philip, le duc d'Edimbourg. C'est ainsi qu'en 1986, à l'occasion du 25ème anniversaire du WWF, il organisa à Assise (Italie) une rencontre internationale de trois jours qui a réuni des représentants de toutes les religions pour discuter d'écologie. Ce sommet a vu notamment la création du Religious and Conservation Network. «Ce réseau a généré des centaines de projets de conservation dans le monde», selon un communiqué de presse du WWF de 1995, année au cours de laquelle a été créé un nouveau réseau pour lui succéder : l'Alliance for Religion and Conservation (ARC) lors d'un nouveau «sommet religieux» organisé par le prince Philip.

Les journées d'Assise ont également débouché sur l'organisation de la NACRE, North American Conference on Religion and Ecology (Congrès nord-américain sur la religion et l'écologie), à partir de 1990. Assistaient à cette première rencontre de NACRE des personnalités telles que son président Donald Conroy, ancien «conseiller éthique» de la Banque mondiale, ainsi que le ministre de l'Environnement américain de l'époque, William Reilly, le scientifique Carl Sagan et Al Gore, qui était alors sénateur du Tennessee. Intitulée «Prendre soin de la création», cette réunion qui a eu lieu en la cathédrale épiscopaliennne nationale de Washington avait pour but de répandre le culte de la terre parmi les 650 000 communautés religieuses du continent.

Le prince Philip y a notamment attaqué les religions révélées coupables, selon lui, d'avoir provoqué une catastrophe écologique. «Il est maintenant clair que le pragmatisme écologique des religions soi-disant païennes comme celles des Indiens d'Amérique, des Polynésiens ou des Arborigènes australiens était beaucoup plus réaliste en terme d'éthique de la conservation, que les philosophies monothéistes, plus intellectuelles, des religions révélées». Le but explicite de NACRE était bien entendu de s'attaquer à l'un des fondements de la religion judéo-chrétienne : l'idée exprimée dans la Genèse (1-28) selon laquelle l'homme a pour mandat d'être fécond, de se multiplier et de dominer la Terre — le principal obstacle culturel aux malthusiens.

Le message de Michael Fox, directeur du Centre pour le respect de la vie et de l'environnement de la Human Society of the United States, consistait essentiellement à dire que l'attitude «dominatrice» de l'homme par rapport au royaume animal a entraîné un «holocauste». Déplorant la perte des «traditions religieuses des premiers âges qui liaient l'humanité au royaume animal par l'intermédiaire de la Terre-Mère, la matrice créatrice... Gaïa, Pan Diane» et leur remplacement par les «religions mâles monothéistes de la raison», le Dr Fox regretta également «l'âge d'or de nos ancêtres vivant de la chasse et de la cueillette et l'âge d'argent des peuples vivant de l'agriculture sédentarisée».

Jürgen Moltmann, professeur de théologie à l'université de Tübingen (Allemagne) et collaborateur de Hans Küng, a insisté sur la nécessité de «changer l'image de Dieu : la vision de Dieu de l'homme moderne, celle qui date de la Renaissance, où Dieu est vu comme le Seigneur du Monde alors que la Terre n'est qu'un objet passif... Il nous faut changer cette image parce que cela détermine comment l'homme se considère dans ses rapports avec la nature». Moltmann a également appelé à développer une «Ecologie divine» et «à intégrer les droits des animaux et les droits de la nature dans la constitution».

Lester Brown, dirigeant du Worldwatch Institute a donné une présentation qui portait sur «l'économie globale écologiquement soutenable» : stabiliser la population, éliminer les carburants fossiles et les remplacer par des énergies renouvelables, protéger la couche d'ozone et arrêter le réchauffement de la Terre par une taxe sur les gaz à effet de serre.

Pour donner une idée de l'impact politique à l'échelle internationale que peut avoir une telle conférence, nous citons également le discours que Yves Cochet, l'actuel député Vert et vice-président à l'Assemblée nationale, a donné à l'époque de cette première conférence NACRE, lors du premier parlement vert à Strasbourg tenu par les écologistes de l'Est et de l'Ouest. Cochet a appelé «à la formulation symbolique d'un nouveau mythe sur lequel pourrait se construire l'humanité. (...) Certains auteurs ont noté qu'on assistait au retour des valeurs religieuses à cause du manque de symbolisme dans les relations sociales. Il existe sans aucun doute une lacune politique, sociale et spirituelle que l'on peut combler par un nouveau mythe populaire capable de générer une identité collective et une cohésion sociale. L'écologie pourra-t-elle combler ce manque au niveau mondial ?»

Une réponse œcuménique à la CNUED

Le sommet de Terre de Rio de 1992 a été également une étape importante dans la propagation du culte de la terre. En effet, en marge de la CNUED (Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement) 176 délégués des Eglises du monde entier se sont réunis à Rio pour réfléchir sur le thème : «A la recherche d'un ciel nouveau et d'une terre nouvelle : réponse œcuménique à la CNUED». Il est sorti de ces réunions un certain nombre de documents émanant du Conseil œcuménique des églises (qui regroupe essentiellement des confessions protestantes et orthodoxes) dont les conclusions sont très brutales : la civilisation a pris un mauvais chemin au cours de la Renaissance. Il faudrait donc revenir à cette époque et supprimer définitivement l'idéal humaniste qu'elle a contribué à promouvoir.

Le Conseil considère — ce qui est correct — que la révolution scientifique et industrielle des cinq derniers siècles découle directement de la vision de l'homme propagée par la Renaissance : *Imago Viva Dei*, l'homme fait à l'image de Dieu, capable d'intervenir dans l'univers en le transformant par la technologie. C'est cette conception, selon le Conseil, qu'il faut détruire : «L'élaboration d'une théologie de la création centrée sur l'écologie demande que nous réexaminions quelques-uns des présupposés fondamentaux de l'anthropologie théologique. La conception hiérarchique de l'*Imago viva Dei*, qui place l'être humain loin au-dessus du reste de la création, doit être réinscrite dans une perspective plus relationnelle. (...) La doctrine du péché doit être réinterprétée de façon nouvelle dans le contexte de la crise écologique».

Cette vision théologique a évidemment des conséquences pratiques. Le Conseil déclare que «la nature anthropocentrique traditionnelle de la théologie chrétienne a contribué à ce qu'une seule de ces espèces — l'espèce humaine — en détruise et en menace beaucoup d'autres». La première des conséquences est donc le repentir : nous n'avons pas «entendu les cris des populations autochtones qui nous répètent depuis des siècles que la modernité souillera son nid et ira jusqu'à dévorer ses enfants. C'est pourquoi nous devons nous affliger et nous repentir. Nous avons offensé notre Dieu, «créateur du ciel et de la terre», nous avons blasphémé contre la vie. (...) Nous devons veiller à faire pénitence pour les péchés commis contre la nature et éprouver de la compas-

sion pour les êtres auxquels nous faisons mal ». Il en découle naturellement une réduction de l'activité industrielle :

« Si l'on veut réduire le danger que constitue le réchauffement de la planète, il est impératif que les pays industrialisés changent radicalement de mode de vie, diminuent leur consommation d'énergie et réorientent sérieusement leur économie. »

Pour ne pas prendre ce genre de déclaration à la légère, rappelons que le Conseil œcuménique des Eglises représente la majorité des églises protestantes nord et sud-américaines. Il regroupe également les églises orthodoxes d'Orient et l'ensemble des églises protestantes d'Asie. Parmi ceux qui ont élaboré ce texte extrémiste, on trouve Herman Daly, représentant de la Banque mondiale. On trouve également une représentante du Patriarche de Moscou. Notons également que les quatre derniers présidents américains appartiennent à des confessions représentées au Conseil œcuménique.